

La justice pénale internationale

Introduction

XXème s. : crimes perpétrés à grande échelle contre des populations civiles (Arméniens, Shoah, Cambodge, ex Youg...)

2 phénos conjoints :

- Nouveau vocabulaire = crimes contre l'humanité, génocide
- Punition des auteurs de ces crimes : Tokyo et Nuremberg

Justice pénale internationale = idée ancienne mais qui a trouvé une plus grande résonance après la guerre froide. 2 phénos :

- Crimes commis en ex Youg et au Rwanda
- Juridictions d'Etats européens qui poursuivent des responsables de crimes comme Pinochet

Idée relayée par les médias et les ONG = créer une juridiction permanente indépendante des Etats dans le cadre de l'ONU = les tribunaux pénaux internationaux.

→ la conférence de Rome 15 juin au 17 juillet 1998 : **Cour Pénale Internationale** (11 avril 2002)

Ses missions :

- Prévenir le crime
- Entendre et protéger les victimes
- Témoigner pour l'histoire

I. Quelle justice pour quels crimes ?

DPI : glissement :

- De répression des crimes à caractère international (piraterie, esclavage, ...)
- A nécessité de juger les responsables des crimes « les plus graves » (génocide et crimes contre l'humanité)

A. Histoire

Elaboration des bases du DPI = en réaction aux massacres du XXème s.

La paix durable ne peut être conclue et consolidée que si les auteurs de crime pendant les guerres sont susceptibles d'être conduits à rendre des comptes devant la justice de leurs méfaits.

2 vertus de cette justice :

- Sanction exemplaire de crimes particulièrement odieux
- Dissuasion, éviter le retour de telles tragédies.

Prise de conscience de la communauté internationale à La Haye en 1899 :

→ Nécessité de mettre en place une instance judiciaire.

Clause « Martens » sur les lois de l'humanité dans le préambule de la convention de La Haye sur les lois et coutumes de guerre.

Après, massacres nazi + japonais.

Après 1945, et après Nuremberg et Tokyo, définition des « crimes contre l'humanité » = création de base juridique.

- DUDH et convention pour la prévention et la répression du crime de génocide adoptée en 1948
- 4 conventions de Genève 1949 (régime de protection des droits des non-combattants) + 2 protocoles additionnels 1977 (protection des victimes de conflits armés internationaux et non internationaux).
- 1984 : convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

A. Définition des crimes

Des crimes « qui touchent l'ensemble de la communauté internationale »

Juridictions pénales internationales = seulement pour juger les crimes les + graves

3 catégories d'infractions internationales définies par l'art. 6 du statut du Tribunal de Nuremberg :

- Crimes contre la paix
- Crimes de guerre
- Crimes contre l'humanité

La Cour pénale internationale compétente pour juger (art. 5.1 du statut de Rome)

- Les crimes de génocide
- Les crimes contre l'humanité
- Les crimes de guerre
- Les crimes d'agression

→ art 123.1 = possibilité de modifier cette liste initiale (conf. de révision, 7 ans après entrée en vigueur du statut)

= crimes internationaux parce que = portent atteinte à des valeurs jugées universelles, touchant à la dignité humaine.

1. Crime contre la paix et/ou crime d'agression

→ art. 6 du statut du Tribunal de Nuremberg

= la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une guerre d'agression, ou d'une guerre en violation des traités, assurances ou accords internationaux, ou la participation à un plan concerté ou à un complot pour l'accomplissement de l'un quelconque des actes qui précèdent.

Par mentionné dans le statut de Rome MAIS pareil que crime d'agression, pour compétence de la CPI, MAIS encore de définition dans le statut de Rome.

2. Crime de génocide

Première définition à l'occasion de Nuremberg.

Définition formalisée juridiquement par la convention de prévention et de répression du crime de génocide en 1948, PUIS par les statuts des TPI de l'exYoug et du Rwanda PUIS **art 6 du statut de Rome :**

= le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, tout ou partie, d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel : meurtre de membres du groupe, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membre du groupe, soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe, transferts forcés d'enfants du groupe vers un autre groupe.

3. Crimes contre l'humanité

Pas de définition généralement admise.

Définition donnée par le statut de Rome art. 7 = on entend par crime contre l'humanité l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque...

+ une liste des crimes contre l'humanité dont certains thèmes

- Meurtres
- Déportation
- Violences d'ordre sexuel
- Persécution de groupes pour des raisons politiques, raciales, ethniques, national, culturel, religieux, sexiste
- Disparition
- Apartheid
- Souffrance et atteintes à l'intégrité physique ou mentale

4. Crimes de guerre

Réglementation + précoce visant à limiter les effets néfastes de la guerre.

Origine : Henri Dunant, le fondateur de la Croix Rouge, principe de protection des militaires blessés. Fondation du droit international humanitaire, 4 conventions de Genève,

Avant les conventions de Genève : définition par le tribunal de Nuremberg + statuts des 2 TPI
→ art. 8.2 du statut de Rome : liste des crimes de guerre.

Exemples :

- Prise d'otages
- Attaques terroristes
- Pillage
- Viol, ...

5. Vers une extension à d'autres types de crimes ?

Plusieurs Etats avaient demandé lors de la rédaction du statut de Rome l'extension à d'autres crimes :

- Inde, Turquie = terrorisme
- Pays latino-américain + caraïbes = trafic de drogue

DONC → art 123.1 = possibilité de modifier.

La Belgique en 2000 a adopté une proposition de résolution pour étendre les compétences de la CPI à d'autres délits graves, en particulier les délits économiques.

B. Juger des individus, y compris les chefs d'Etat

Il ne s'agit pas de juger les Etats, les peuples, les nations MAIS des individus, acteurs du droit international.

Prise en compte de la responsabilité d'individus dans la perpétration de graves crimes durant la 2GM = origine des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo.

Aujourd'hui, dans le cadre de la mise en place de la justice pénale internationale, les accusés peuvent de – en, pour échapper au jugement, invoquer leur qualité de personnage officiel
→ remise en cause des immunités qui protègent traditionnellement les chefs d'Etat ou les hauts fonctionnaires.

Dans le DIP classique, chef d'Etat et diplomate en exercice bénéficient d'une immunité attachée à leur personne, ce qui les met à l'abri de poursuites judiciaires, y compris pour des agissements privés. Un ancien chef d'Etat conserve une immunité pour les actes publics réalisés lorsqu'il était au pouvoir. MAIS :

- Nuremberg = responsabilités pour des actes publics, mais disposition exceptionnelle
- Affaire Pinochet = en 1998, levée de son immunité par la chambre des Lords car pour des actes qui ne relevaient pas de la compétence de l'Etat (tortures, crimes contre l'humanité)
- Milosevic = première mise en accusation d'un chef de l'Etat en exercice par une institution judiciaire établie à l'échelon international.

CPI : art. 27 du statut = défaut de pertinence de la qualité officielle.

II. Les juridictions

Avant CPI, tribunaux ad hoc.

Rôle à jouer des juridictions nationales : développement de leur activité pénale sur le plan international.

A. De Nuremberg à Rome

6. De Nuremberg à Rome : la lente mise en place des juridictions pénales internationales

Les procès de Nuremberg et de Tokyo = valeur exemplaire devant l'histoire.

Ont dessiné les fondements du droit pénal international moderne.

7. Créer une juridiction pénale internationale : un processus soumis aux aléas de la situation internationale

L'ONU a voulu prolonger l'action de Nuremberg et de Tokyo mais guerre froide.

ExYoug et Rwanda = urgence de la création d'une instance permanente pour en connaître.

a. L'impossible création d'une justice pénale internationale pendant la guerre froide

Première tentative de l'ONU = statut de la juridiction pénale du Tribunal de Nuremberg

Malgré tentatives répétées de l'ONU : blocage par la guerre froide, surtout sur définition de crime d'agression.

b. Des projets de statuts marqués par les crimes contre l'humanité commis en ExYoug et au Rwanda

4 décembre 1989 : étude de la question de l'institution d'une juridiction pénale internationale.
1995 : début des négociations intergouvernementales
Existence d'Etats-pilotes (UE, Canada, Australie, Argentine, Afr du Sud) dont l'objectif est l'aboutissement rapide du projet de convention internationale.

En France, le CE relève des difficultés dont notamment, le risque d'empiètement du procureur sur les prérogatives de l'ordre judiciaire interne → proposition d'un projet alternatif restrictif :

- Consentement de l'Etat où les faits se sont produits
- Consentement de la nationalité des victimes
- Consentement de la nationalité des auteurs présumés

La France a exigé :

- Un statut détaillé et précis
- Que la compétence matérielle de la cour soit limité à un « noyau dur » de crimes internationaux clairement définis, en exigeant l'intentionnalité de l'acte.
- Qu'une instance collégiale permette un contrôle juridique des actes du procureur pendant la phase d'instruction
- Droit spécifique des victimes

Janvier 1997 : tenue d'une conférence diplomatique de l'ONU pour la création d'une cour pénale internationale.

17 juillet 1998 : fin des travaux à Rome

B. Tribunaux pénaux internationaux : le TPIY et le TPIR

TPIY 1993 et TPIR 1994 = institutions des nations unies.

Dans l'attente de la CPI, principaux lieux d'élaboration de la jurisprudence pénale internationale.

8. Schéma et procédure



[Chambre de 1ère instance](#)

(3 juges dont **Président TPIR**)

[Chambre de 1ère instance](#)

(3 juges)

[Chambre de 1ère instance](#)

(3 juges)

[Greffé](#)

Chambre d'appel

(commune au TPIR et au TPIY)

7 juges

dont **Président du TPIY** qui est également président de la chambre d'appel

[Chambre de 1ère instance](#)

(3 juges + juges *ad litem*)

[Chambre de 1ère instance](#)

(3 juges + juges *ad litem*)

[Chambre de 1ère instance](#)

(3 juges + juges *ad litem*)

[Greffé](#)

Procédure :

Le Procureur ouvre une information d'office ou "sur la foi des renseignements obtenus de toutes sources". Il est habilité à interroger les suspects, les victimes et les témoins, à réunir des preuves et à procéder sur place à des mesures d'instructions.

S'il décide qu'au vu des présomptions, il y a lieu d'engager des poursuites, le Procureur établit un acte d'accusation. L'acte d'accusation est transmis à un juge d'une chambre de première instance.

S'il confirme l'acte d'accusation, le juge saisi décerne sur réquisition du Procureur, les ordonnances et mandats d'arrêts, de dépôt, d'amener ou de remise et toutes autres ordonnances nécessaires pour la conduite du procès.

Toute personne contre laquelle un acte d'accusation a été confirmé est, conformément à une ordonnance ou un mandat d'arrêt décerné par le Tribunal international, placée en état d'arrestation, immédiatement informée des chefs d'accusation portés contre elle et déférée au Tribunal international.

La Chambre de première instance prononce des sentences et impose des peines et sanctions à l'encontre des personnes convaincues de violations graves du droit international humanitaire.

La sentence est rendue en audience publique à la majorité des juges de la Chambre de première instance. Elle est établie par écrit et motivée, des opinions individuelles ou dissidentes pouvant y être jointes

9. Les problèmes liés au fonctionnement des tribunaux pénaux internationaux

Plusieurs rapports, internes et externes aux 2 TPI, ont soulevé des difficultés comme lourdeur administratives et lenteur des procédures.

Exemples :

- rapport du juge Claude Jorda, président du TPIY qui donna lieu à une réforme.
- Rapport de l'International Crisis Group (ICG) (ONG basée à Bruxelles, rapport très critique sur le TPIR)

10. L'impact des tribunaux pénaux internationaux ad hoc sur la création de la CPI

TPIY et TPIR = catalyseur de la création de la CPI

Mais révélateurs des failles possibles d'une juridiction pénale internationale :

- Problèmes d'ordre politique
- Problèmes de fonctionnement
- Lenteur de procédure

Mais rappel que l'impunité des crimes contre l'humanité était à combattre

CPI = dynamique nouvelle à la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes contre l'humanité

C. Cour Pénale Internationale

17 juillet 1998 : adoption du statut de Rome

1^{er} avril 2002 : entrée en fonction de la CPI

Procureur = Luis Moreno Ocampo

Nombre de pays = 97

CPI saisie par :

- L'Ouganda déc 2003
- La république démocratique du Congo en 2004
- La république centrafricaine en 2005

11. Schéma de la CPI

<u>Présidence</u>		
Président et deux vice-présidents		
<u>Section préliminaire</u>	<u>Section de première instance</u>	<u>Section d'appel</u>
6 juges (au moins)	6 juges (au moins)	5 juges (dont le président de la Cour)
Une ou plusieurs chambres préliminaires	Une ou plusieurs chambres de première instance	Une chambre d'appel présidée par le président de la Cour
Fonctions de chaque chambre assurées par 1 ou 3 juges	Fonctions de chaque chambre assurées par 3 juges	

Greffe

Greffier

(Si nécessaire, un greffier-adjoint)

Division d'aide aux victimes et aux témoins

Bureau du Procureur

Procureur

Un ou plusieurs procureurs-adjoints

12. Le fonctionnement de la Cour

a. **La cadre général de l'action de la cour : le respect des principes fondamentaux du droit pénal et de la procédure pénale**

b. **La saisine de la cour**

3 modes de saisine :

- Par les Etats parties au statut
- Par le procureur qui doit obtenir une autorisation de la Chambre préliminaire pour ouvrir l'enquête
- Par le conseil de sécurité de l'ONU

c. **La procédure**

L'enquête

→ menée par le procureur

rôle important de la Chambre préliminaire

La confirmation des charges

La chambre préliminaire tient une audience pour confirmer les charges sur lesquelles le procureur entend se fonder pour requérir le renvoi en jugement.

Pdt l'audience, le procureur étaye chacune des charges avec des preuves suffisantes pour établir l'existence de raisons sérieuses de croire que la personne a commis le crime qui lui est imputé.

A l'issue de l'audience, la chambre préliminaire peut confirmer les charges et renvoyer la personne devant une chambre de première instance pour y être jugée, ne pas confirmer les

charges, enfin ajourner l'audience en demandant au Procureur d'apporter des éléments de preuve supplémentaires ou de modifier une charge.

Le procès

Se déroule publiquement devant la chambre de première instance en présence de l'accusé.

L'accusé a la possibilité de plaider coupable.

Les juges s'efforcent de rendre la décision à l'unanimité, sinon majorité.

13. Les spécificités de la CPI par rapport aux juridictions antérieures

- CPI compétente sur la répression des crimes internationaux
- Adoption du principe de non-rétroactivité de la CPI = compétente que pour les faits postérieurs à l'adoption du statut
- Mise en place d'une chambre préliminaire
- CPI complémentaires des juridictions nationales, TPI = primauté sur elles
- Création de droits pour les victimes
 - Droit de participer à toutes les phases de la procédure
 - Droits à des réparations
 - Création d'un fonds au profit des victimes

D. Juridictions internationales

14. La compétence universelle des juridictions nationales

a. Les fondements juridiques

Classiquement = la compétence d'une juridiction d'un Etat à l'égard d'un crime est limitée aux principes de territorialité et de personnalité = crime commis sur le territoire d'un Etat + le criminel est un ressortissant.

Exception pour les crimes les plus graves = tout Etat parties aux conventions de Genève est compétent pour juger toute personne présumée coupable d'infractions graves se trouvant sur son territoire quelle que soit la nationalité de cette personne ou le lieu où elle a commis ces infractions.

La compétence universelle des juridictions nationales à l'égard des crimes contre l'humanité et des crimes de génocides n'a pas été établie en termes précis par des textes internationaux mais est souvent considérée comme faisant partie du droit coutumier.

b. Le récent développement du rôle des juridictions nationales dans la poursuite des crimes internationaux

Après Nuremberg et Tokyo, des juridictions nationales ont entamé des poursuites contre des ressortissants allemands accusés de crimes contre la paix, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre.

Arrêt ensuite même si principe de compétence universelle pour répression des violations graves du droit humanitaire.

Absence d'application de cette disposition peut être expliquée par le fait qu'elle n'a pas été incorporée dans toutes les juridictions nationales des Etats qui ont ratifié les conventions.

Pour certains pays, incorporations des traités internationaux dans l'ordre juridique sont automatiques. Pas pour la France.

Affaire Pinochet = tournant dans la pratique de répression des crimes internationaux par des juridictions d'Etats « étrangers » aux actes commis (« étrangers » = la nationalité de l'inculpé n'est pas celle de ces Etats et les infractions n'ont pas été commises sur leur territoire)

c. Vers une remise en cause du principe de compétence universelle ?

14 février 2002 : la Cour internationale de La Haye a rendu un arrêt dans une affaire opposant la RDC et la Belgique. La RDC contestait la licéité d'un mandat d'arrêt international lancé en 2000 par le juge Damien Vandermeersch contre Yérodiya Abdoulaye Ndombasi, le ministre des affaires étrangères du Congo alors en fonction.

Or, la CIJ a donné raison à la RDC en arguant du fait que le ministre des affaires étrangères bénéficiait d'immunités.

Cette décision remet en cause l'exercice par les juridictions belges – et donc plus largement les juridictions nationales – de leur compétence universelle.

15. La primauté des TPI sur les juridictions nationales

Selon les statuts des TPI, les juridictions nationales ou tribunaux internationaux sont concurremment compétents pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commis dans la cadre des conflits yougoslaves et rwandais.

→ Des juridictions rwandaises et yougoslaves peuvent donc se saisir des infractions au droit humanitaire commises sur leurs territoires.

→ D'autres juridictions nationales peuvent également, en vertu du principe de compétence universel, se saisir du cas de criminels des conflits yougoslaves et rwandais.

Toutefois les TPI ont la primauté sur les juridictions nationales. A tout stade de la procédure, le TPIY ou le TPIR peuvent demander officiellement aux juridictions nationales de se dessaisir en leur faveur.

16. La complémentarité de la CPI vis-à-vis des juridictions nationales

Le statut de Rome établit une compétence partagée entre les juridictions nationales et la CPI. La CPI n'agira donc qu'en complémentarité des juridictions nationales mais les Etats sont tenus de coopérer pleinement avec la Cour dans les enquêtes et poursuites pour les crimes relevant de sa compétence.

17. Vers la mise en place de tribunaux spéciaux « à caractère international »

Un nouveau type de juridictions chargées de réprimer des violations graves du droit humanitaire international pourrait bientôt voir le jour au Cambodge et en Sierra Leone.

Deux projets de création de tribunaux spéciaux sont à l'étude et font l'objet de négociations entre les Nations unies et les gouvernements cambodgien et sierra leonais.

Le but n'est pas de mettre en place des tribunaux spéciaux sur le modèle des tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda mais des instances nationales soumises à un contrôle international des Nations unies: des juridictions mixtes qui devraient appliquer partiellement le droit international et le droit national des pays concernés.

III. Débats et enjeux

A. Critiques sur la justice pénale internationale

18. Des limitations à la souveraineté des Etats

L'exercice par les juridictions nationales de leur compétence universelle est dénoncé par certains Etats au motif qu'il constitue une violation du principe de souveraineté.

• La République démocratique du Congo a ainsi, le 17 octobre 2000, introduit une instance auprès de la Cour internationale de Justice contre la Belgique au sujet d'un mandat d'arrêt international décerné par le juge Damien Vandermeersch contre le ministre des Affaires étrangères en exercice de la RDC, M. Yerodia Abdoulaye Ndombasi.

• Plusieurs limitations à la souveraineté étatique peuvent également être relevées dans le statut de la future Cour pénale internationale

- Le statut recèle des limitations ponctuelles à la souveraineté étatique. On peut en distinguer trois, d'inégale ampleur.
 - Une première limitation découle des règles de compétence de la Cour. Celle-ci peut en effet s'estimer compétente, comme votre rapporteur l'a déjà indiqué, si un crime international a été commis sur le territoire d'un Etat Partie ou s'il l'a été par le ressortissant d'un Etat Partie.
 - Une seconde limitation concerne l'exercice de la souveraineté judiciaire interne. En dépit de la priorité reconnue aux juridictions nationales, un Etat a-t-il toute latitude pour exonérer éventuellement les coupables de crimes internationaux ? Le statut de la Cour répond à cette question par la négative. Il peut donc en résulter une forme d'atteinte à certains principes de souveraineté nationale.
 - Enfin, une troisième limitation à la souveraineté des Etats peut intervenir dans le cadre d'une saisine de la Cour par le Conseil de sécurité. "

19. Une mise en danger des efforts de réconciliation nationale ?

L'exercice de la justice pénale internationale pourrait conduire à déposséder certains Etats du jugement de leurs propres criminels et ainsi entraver le travail de mémoire et de réconciliation nationale.

- Cette hypothèse vaut surtout pour les Tribunaux pénaux internationaux qui ont primauté sur les juridictions nationales.
- En revanche, le principe de complémentarité de compétence de la Cour pénale internationale devrait permettre de ne pas porter atteinte aux processus de réconciliation nationale. Et de laisser dans certains cas le choix aux Etats de mettre en place des instances non

judiciaires, à l'instar des commissions "Vérité et justice" (Haïti) et "Vérité et réconciliation" (Afrique du Sud), pour satisfaire un besoin de réparation sans procéder à des condamnations

B. Positions des Etats

La Convention de Rome a été signée le 17 juillet 1998 par 120 pays. **Sept ont voté contre (Etats-Unis, Chine, Israël, Inde, Viêt-Nam, Barheïn, Qatar) et 21 (essentiellement des pays arabes) se sont abstenus.**

Bien que les Etats-Unis et Israël aient finalement signé la Convention de Rome le 31 décembre 2000, à la veille de l'expiration du délai prévu, il importe surtout que soixante Etats l'aient ratifiée afin qu'elle entre en vigueur.

Les Etats les plus actifs lors de la création de la Cour sont aussi ceux qui usent de plus en plus souvent de leur compétence universelle pour juger des responsables de crimes internationaux. Les pays du Moyen Orient et d'Asie restent massivement à l'écart du processus de mise en place d'une justice pénale internationale.

Les Etats-pilotes = Canada, Argentine, Finlande, UE sauf la France, pays d'Europe centrale, certains pays d'Amérique latine et de Caraïbes + partie de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

Les Etats-Unis = les dirigeants américains ont refusé dans un premier temps le statut de la Cour pénale internationale: ils ont voté contre le texte adopté à Rome le 17 juillet 1998. Leur principal grief portait sur la compétence donnée à la Cour de juger des ressortissants d'Etats non parties, y compris des officiels. Ce principe, qu'ils estiment contraire au droit des traités, permettrait à la Cour de poursuivre des fonctionnaires ou des soldats américains. Il constituerait un obstacle à la participation des Etats-Unis à des actions militaires destinées à porter assistance à leurs alliés ou menées dans le cadre d'opérations de maintien de la paix.

Le président Clinton a pourtant décidé finalement de signer la Convention de Rome le 31 décembre 2000 quelques heures avant l'expiration du délai prévu à cet effet. Prenant en compte le fait que la Convention s'appliquera de toute manière aux Etats non partie, il a déclaré que le seul moyen d'influencer l'évolution de la Cour et de protéger les fonctionnaires américains de poursuites infondées serait d'en signer le statut.

La France et la question de l'article 124.

Plusieurs positions ou initiatives françaises ont influencé de manière notable la rédaction finale du statut.

- la limitation de la compétence matérielle de la Cour à un "noyau dur": génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre, crime d'agression.
- le principe de complémentarité de la compétence de la Cour vis-à-vis des juridictions nationales.
- la mise en place d'une chambre préliminaire, institution imaginée par la France et qui vise à remédier aux principaux défauts de procédure des TPI (longueur des procès, cloisonnement entre les juges et le procureur...).
- la reconnaissance du droit des victimes (droit de participation des victimes à la procédure; régime de protection des témoins, mécanismes de compensation en faveur des victimes, de leurs successeurs et ayants droits).

Le principal point sur lequel l'attitude de la France a suscité des critiques concerne l'introduction sur son initiative de l'article 124 qui permet à tout Etat partie de décliner pendant sept ans la compétence de la Cour pour les crimes de guerre lorsqu'il est allégué qu'un tel crime a été commis sur son territoire ou par ses ressortissants.

C. Engagement des ONG

De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) ont milité pour que soit reconnue la responsabilité des auteurs de graves crimes internationaux et qu'ils soient jugés par des juridictions nationales ou des tribunaux internationaux.

L'action que certaines d'entre elles mènent au contact des populations victimes de crimes internationaux, et leur entreprise de sensibilisation des opinions, ont fait des ONG des acteurs à part entière dans le processus de mise en place d'une justice pénale internationale.

Leur rôle a été particulièrement important lors de la création de la Cour pénale internationale. Un millier d'entre elles ont même formé une "[coalition pour une cour pénale internationale](#)" qui poursuit son action de sensibilisation et de lobbying auprès des gouvernements.

Critiques des ONG à l'égard du statut de Rome.

- le fait que la Cour n'est pas été construite sur le principe d'une juridiction universelle dans le cadre des affaires impliquant les violations sérieuses des Droits de l'Homme.
- le pouvoir du Conseil de Sécurité des Nations Unies à différer les procédures engagées par la Cour. Le Conseil de Sécurité, dans l'exercice de ses devoirs d'après la Charte des Nations Unies, aura le pouvoir de soumettre des cas à la Cour, mais pourra également différer des procédures pour une période renouvelable de 12 mois.
- la disposition temporaire qui permet à tout état, au moment de la ratification de déclarer qu'il ne relèvera pas -pour une période de 7 ans- de la juridiction de la Cour dans les affaires impliquant les crimes de guerre présumés commis sur son territoire ou par ses ressortissants.